



## **PROCES VERBAL DE LA REUNION** **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU MARDI 27 JUIN 2016**

### **CONVOCATION**

Le 20 juin 2016, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le lundi 27 juin 2016 à 18 h 30 en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1 - Approbation du PV de la réunion du 17 mai 2016

### **2 - Travaux**

- 2-1 - Modification n° 1 du marché de travaux de réaménagement de la Place Gambetta et de la Rue Nationale pour la restauration de deux fontaines
- 2-2 - Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) - Demande de nouvelle prolongation du délai de dépôt
- 2-3 - Restauration des vitraux de l'église - Demande de fonds de concours auprès de la C.C.Comté de Provence.
- 2-4 - Convention avec ERDF pour l'implantation de poteaux électriques sur le domaine public (chemin des Rébias)

### **3 - Finances**

- 3-1 - Décisions modificatives (subventions aux associations et compléments études schéma pluvial (plans topo))
- 3-2 - Commission d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) de la Communauté de Communes du Comté de Provence - Présentation du rapport d'évaluation de nouveaux transferts de charges pour adoption
- 3-3 - Convention d'organisation et de financement des transports scolaires avec le Département - Avenant n° 1
- 3-4 - Transport scolaire vers la piscine AQUAVABRE de Brignoles (prise en charge du coût 2016/2017)

### **4 - Personnel communal**

- 4-1 - Mise à jour de la délibération sur le régime indemnitaire du personnel communal
- 4-2 - Contrat groupe assurance statutaire pour le personnel communal (C.D.G.83)

## **5 - Administration générale**

5-1 - Rapport annuel du délégataire des services publics de l'eau potable et de l'assainissement (2015)

5-2 - Remplacement des deux membres démissionnaires de la Commission d'Appel d'Offres

5-3 - Election de la Commission de délégation de services publics (dite commission SAPIN)

5-4 - Convention de mise à disposition du personnel communal pour le prêt de matériel au Centre d'Art Contemporain de Châteauevert

**6** - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

**7** - Questions écrites

**8** - Questions orales

## **PROCES-VERBAL**

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le lundi 27 juin 2016, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

**Présents** : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - GIRAUD Xavier - BREBAN Julie - GAUTIER Rémi - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - LANGE Gaby - VERDON Pierre - MIONET Marie-Thérèse - RIHAL Pascale - GAQUIERE Ingrid - CEMBRANI Romain - COLLAINE Olivier - BOULE AMPHOUX Isabelle - COEURDEUIL Yves - FOURNEL Gilles - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

**Absents excusés** : M. NAL André (pouvoir à M. DEBAQUE) - BOSSUGE Brigitte (pouvoir à M. CULINATI) - REES Pénélope (pouvoir à Mme PASQUET) - MUNIER Denise (pouvoir à M. COLLAINE) - PAZ Aymeric (pouvoir à M. COEURDEUIL) - GAULET Renaud.

soit 21 présents et 5 absents excusés ayant donné pouvoir, soit 26 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité Mme Patricia INGRASSIA, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance, assistée de Mme Danielle FRIKMAN, Directrice Générale des Services.

## 1 - Approbation du PV de la réunion du 17 mai 2016

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 17 mai 2016.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 17 mai 2016,

A l'unanimité,

**APPROUVE** ce document.

## 2 - Travaux

### 2-1 - Modification n° 1 du marché de travaux de réaménagement de la Place Gambetta et de la Rue Nationale pour la restauration de deux fontaines

Par délibération du 18 février 2016, le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à lancer l'opération relative à la restauration des fontaines de la Place Gambetta et de la Rue Nationale (Souvenir Français) pour une estimation des travaux s'élevant à 50.144 € HT. Un fonds de concours était demandé auprès de la Communauté de Communes du Comté de Provence à hauteur de 10.000 €.

La Communauté de Communes a attribué au VAL ce fonds de concours « petit patrimoine » à hauteur de 10.000 €.

Le Maître d'œuvre a donc rédigé les documents nécessaires pour commander ces options (1b pour 23.442 € et 1c pour 26.702 €) prévues initialement dans le marché de travaux passé avec le Groupement d'entreprises « EIFFAGE-MINETTO » pour un montant de 1.426.661,51 € HT (tranche ferme et tranche conditionnelle). Il est précisé par ailleurs qu'au cours des différents travaux de terrassements, il est apparu très délicat de conserver ces deux fontaines en l'état sans un risque important de fuites ou de dégradation.

A noter que, suite à la réforme des Marchés Publics, entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2016, le terme « avenant » a été remplacé par celui de « modification » (article 139 : *Le marché public peut être modifié dans les cas suivants : lorsque les modifications, quel qu'en soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen, dont des clauses de variation du prix ou d'options claires, précises et sans équivoque* »).

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de l'autoriser à signer cette modification de marché n° 1.

M. LANGE : « Refait-on entièrement la fontaine de la Place Gambetta ou uniquement le bassin ? »

M. SAULNIER : « On va la démonter, refaire une dalle spéciale ainsi que le bassin avec son étanchéité. On ajoute une vanne individualisée pour pouvoir couper l'eau en cas de besoin. On conserve et rénove le fut central qui est magnifique. »

M. LANGE : « Et la purge sera-t-elle bien remise à sa place car elle communique dans l'ouïde pour purger la canalisation. »

M. SAULNIER : « On ne modifie pas le système en place. »



M. LANGE : « En ce qui concerne la fontaine des Ferrages (Rue Nationale), sera-t-elle refaite à l'identique, avec le petit bassin, ou uniquement la fontaine ? »

M. SAULNIER : « On ne refait que la fontaine car le petit bassin a été ajouté bien après et qu'il n'est pas du tout dans l'esprit de la fontaine, notamment sa matière (pas en pierre). On ne reprend que la fontaine centrale. »

M. LANGE : « C'est dommage de ne pas refaire le petit bassin car il est très utilisé et apprécié par les riverains. Quand le bureau d'études a monté le DCE, a-t-il tenu compte de ce petit bassin ou pas ? »

M. SAULNIER : « Non, le petit bassin a été exclu pour les raisons évoquées plus avant. »

M. LANGE : « Alors ce sera pareil pour la fontaine de la place Gambetta car le petit conquet a aussi été ajouté plus tard ? »

M. SAULNIER : « On conserve le petit bassin pour la fontaine de la Place Gambetta car il s'agit d'une surverse. »

M. LANGE : « Je trouve très très regrettable de ne pas refaire le petit bassin de la fontaine de la Rue Nationale car s'il existe c'est qu'il avait une fonction, une utilité. »

M. SAULNIER : « Les architectes concepteurs du projet ont supprimé ce bassin car il a été créé à une époque où tous les riverains venaient laver à la fontaine et aujourd'hui ce n'est plus le cas. De plus, sa réfection coûtait un certain prix non négligeable et en conséquence elle n'a pas été inscrite dans le DCE. »

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**ACCEPTE** la proposition de modification n°1 au marché de travaux passé avec le Groupement d'Entreprises « EIFFAGE-MINETTO » pour l'aménagement de la Rue Nationale et de la Place Gambetta pour un montant de 50.144 € HT (options 1b et 1c),

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite modification n° 1,

**INDIQUE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal 2016 (chapitre 23)

2-2 - Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) - Demande de nouvelle prolongation du délai de dépôt

Monsieur le Maire donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Sécurité.

M. Xavier GIRAUD indique à l'assemblée que, dans le cadre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée, la Commune avait fait appel à la Communauté de Communes du Comté de Provence pour pouvoir bénéficier des conditions de l'appel d'offres passé par elle en vue de confier la mission à un bureau d'études spécialisé en la matière.

Il rappelle à l'assemblée que l'Agenda d'Accessibilité Programmée (ADAP) est un dispositif permettant de mettre un établissement en conformité avec la réglementation en vigueur à partir du 1er janvier 2015.

L'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) est **obligatoire** pour tous les propriétaires ou exploitants d'établissements ou installations recevant du public (ERP/IOP) qui ne respecteraient pas leurs obligations d'accessibilité.

Il apporte un cadre juridique sécurisé mais s'accompagne d'un **calendrier précis et d'un engagement financier**.

Il est le seul moyen pour être en accord avec la loi pour ceux qui n'ont pas satisfait aux obligations de la loi, après le 1er janvier 2015.

Le dossier d'étude a été remis en Mairie par le Cabinet « QUALICONSLT » en février dernier mais la présentation de cette étude ne correspond pas aux orientations de la Commune, ni d'ailleurs à ses moyens financiers. Toute la programmation a en effet été basée sur une seule période de 3 ans pour une estimation brute de plus d'1 million d'euros HT alors qu'un étalement plus long dans le temps était souhaité.

Le bureau d'études a donc été recontacté pour une mission complémentaire en vue d'aider techniquement la Commune à modifier cet agenda, pour prendre en compte ses priorités et ses contraintes budgétaires et enfin, étudier certains sites omis dans le dossier initial (ERP et IOP). Une première réunion s'est tenue le 23 mai 2016 en présence du bureau d'études qui a remis un dossier complémentaire le 26 mai dernier.

M. Xavier GIRAUD va procéder, avec sa commission « Sécurité » et les autres commissions communales concernées (Travaux, Finances,...) à l'examen de cette étude ainsi que des demandes de dérogations proposées pour certains bâtiments communaux. La Directrice des Services Techniques sera chargée de mettre en œuvre la réalisation de certains travaux préconisés par l'Ad'AP.

Un courrier a été adressé à M. le Préfet en vue de solliciter une nouvelle prolongation de délais (jusqu'au 30 octobre 2016) pour le dépôt de l'Ad'AP finalisé.

Le Conseil Municipal doit délibérer pour confirmer cette demande de prolongation de délai auprès de M. le Préfet.

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**SOLLICITE** auprès de Monsieur le Préfet du Var une nouvelle prolongation du délai accordé pour le dépôt de l'Agenda d'Accessibilité Programmée finalisé.

**DEMANDE** que la date butoir du 30 octobre 2016 soit acceptée par Monsieur le Préfet.

**CHARGE** Monsieur le Maire de procéder aux démarches nécessaires pour respecter cette date butoir.

2-3 - Restauration des vitraux de l'église - Demande de fonds de concours auprès de la C.C.Comté de Provence.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, lors du vote du budget 2016, des travaux de rénovation concernant l'église ont été inscrits, notamment la restauration des vitraux.

Il donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée au Patrimoine, qui indique que l'estimation des travaux s'élève à environ 17.000 € HT.

Mme INGRASSIA propose à l'assemblée délibérante de demander un fonds de concours « petit patrimoine » à la Communauté de Communes du Comté de Provence.

Elle propose également de solliciter auprès de la C.C.C.P. une dérogation permettant à la commune de commencer les travaux avant la date d'attribution de l'aide financière, ce qui permettra de lancer l'opération dans le courant de l'été.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce dossier.



M. FOURNEL : « A-t-on pu obtenir des devis pour les autres vitraux ? »

Mme INGRASSIA : « Il s'agit de la restauration des 3 vitraux principaux de la nef. Trois entreprises spécialisées ont été contactées. Un devis était d'un montant trop élevé et ne prévoyait pas l'installation d'un échafaudage contrairement aux deux autres. »

M. FOURNEL : « Vous confirmez donc que le montant du devis est ramené à 19.640 € TTC ? »

Mme INGRASSIA : « Absolument. »

M. COEURDEUIL : « Je me fais le porte-parole de M. PAZ car personnellement je n'ai pas suivi le dossier contrairement à lui. Il demande si la maçonnerie de réfection des tableaux est bien comprise dans le devis. Effectivement si les encadrements ne sont pas repris, on aura des problèmes d'étanchéité après la repose. »

Mme INGRASSIA : « La demande de devis a été basée sur les préconisations de M. PAZ car c'est lui qui a sollicité les entreprises dès l'origine du projet. Mme Pascale RIHAL a poursuivi les investigations de M. PAZ afin d'obtenir 3 devis et ce sur les mêmes bases. Toutefois, les travaux de maçonnerie ne sont pas prévus. Il faudra qu'on voit avec notre nouvelle Directrice des Services Techniques afin qu'elle programme cette intervention en régie simultanément. »

M. COEURDEUIL : « Il faudra profiter de la mise en place de l'échafaudage. »

Mme INGRASSIA : « En effet, c'est ainsi que nous avons pensé les choses, de la manière la plus adaptée possible. »

M. SAULNIER : « A la remise en place, il y aura l'obligation d'étancher. »

M. FOURNEL : « Lors de la visite de l'église, nous avons constaté que des pierres sont tombées. Il faudra profiter de l'échafaudage pour les remettre en place. De plus chaque plomb devra être repris dans les vitraux. »

Mme INGRASSIA : « Dans le devis, tous les détails sont déclinés avec le temps pour chaque étape. Les vitraux seront restaurés chez l'entrepreneur. Des protections seront placées à la place des vitraux déposés. »

M. LANGE : « Est-ce que nos services techniques sont habilités à monter sur des échafaudages pour travailler en hauteur ? »

M. DEBAQUE : « Non ils ne sont pas habilités. »

M. LANGE : « Alors ne disons pas que la réfection des tableaux sera faite par les employés communaux ! »

Mme INGRASSIA : « Ce sont les appuis situés vers le bas qui seront repris par les services techniques. »

M. LANGE : « Les appuis font partie des tableaux et il faudra monter sur l'échafaudage. Et quand on voit que les agents ne peuvent pas monter sur une échelle, ils ne risqueront pas de monter sur l'échafaudage ! »

M. SAULNIER : « Je ferai en sorte que l'intervention des Services Techniques soit réalisée en conformité avec la réglementation en vigueur. »

M. KINET : « Je voudrais savoir si on va attendre le plus profond de l'hiver pour commencer ces travaux, au moment des intempéries, ou bien si nous prévoyons de les faire démarrer en septembre. »

Mme INGRASSIA : « Nous y avons également pensé. Deux solutions se présentent à nous, soit un démarrage (dépose) fin août, avant la Foire à la Saucisse, soit après la semaine sainte de Paracol. Les travaux seront terminés fin décembre. Les vitraux seront restaurés en entreprise et des protections seront posées en attendant. Il n'y aura aucune gêne dans l'église. »



### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée au Patrimoine,

Considérant que M. le Maire a reçu délégation du Conseil Municipal pour passer les commandes de travaux d'un montant inférieur à 90.000 € HT,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**SOLLICITE** un fonds de concours le plus élevé possible de la Communauté de Communes du Comté de Provence

**INDIQUE** que le solde sera pris en charge par l'autofinancement communal (chapitre 23 opération 409)

2-4 - Convention avec ERDF pour l'implantation de poteaux électriques sur le domaine public (chemin des Rébias)

Monsieur le Maire donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux travaux.

M. DEBAQUE informe le Conseil Municipal qu'une extension du réseau électrique basse tension est envisagée par ERDF pour alimenter une construction riveraine du chemin communal des Rébias. Il précise que les frais occasionnés par ces travaux sont pris en charge intégralement par le propriétaire.

Pour assurer cette extension, ERDF doit implanter deux supports bois en limite des propriétés privées et du chemin communal.

M. DEBAQUE donne lecture du projet de convention reçu de ERDF et demande au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à la signer.

**M. LANGE** : « A quel endroit sont situés les travaux ? Dans la partie élargie du chemin des Rébias ? Et sur le haut du talus ? »

**M. DEBAQUE** : « Exactement. »

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après avoir pris connaissance du projet de convention proposé par ERDF,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**ACCEPTE** de conclure une convention de servitudes avec ERDF sur les parcelles communales cadastrées C 2183 et 2196.

**ACCEPTE** les termes de ladite convention,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention avec ERDF

**DIT** que les frais afférents sont à la charge de ERDF.



### 3 - Finances

#### 3-1 - Décisions modificatives (subventions aux associations et compléments études schéma pluvial (plans topo))

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances.

Mme BREBAN rappelle au Conseil Municipal que vu le dépassement des crédits votés au budget principal 2016 pour l'attribution des subventions aux associations, il est nécessaire de procéder à un virement, soit :

6574-025 - Subventions aux associations.....+ 1.580 €

65733-22 - Participations à verser au Département (transport scolaire).....- 1.580 €

Mme BREBAN insiste sur le fait qu'il n'y aura plus de subventions exceptionnelles accordées aux associations en 2016.

Mme PASQUET : « Je m'abstiendrai lors du vote car en désaccord avec le fait de prélever les crédits sur l'imputation affectée au transport scolaire. »

Monsieur le Maire donne ensuite la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux.

M. DEBAQUE indique que le marché relatif à la mission d'exécution de relevés topographiques complémentaires pour l'élaboration du schéma directeur de gestion des eaux pluviales a été attribué en mai dernier au bureau d'études « OPSIA » pour un montant de 21.160 € HT pour la tranche ferme (25.392 € TTC).

Des tranches conditionnelles, prévues au marché « OPSIA », ont été ajoutées sur les conseils de « ACRI HE », bureau chargé de l'élaboration du schéma, soit :

-tranche conditionnelle B (récolement réseau pluvial enterré).....1.026 €

-tranches conditionnelles C1 & C2 (récolement réseau pluvial à ciel ouvert)....3.550 €+2.200 €

-tranche conditionnelle E (ouvrage d'art tel que le pont du Verdon par exemple).....550 €

soit un total pour les tranches conditionnelles de 7.326 € HT et 8.791 € TTC

et un total de mission OPSIA de 28.486 € HT soit 34.183 € TTC.

Le montant prévu au budget pour ce schéma s'élève à 40.000 € pour une mission ACRI HE de 38.346 € TTC.

L'estimation initiale de la mission complète (études du schéma et plans topographiques) s'élevait à 60.000 € HT (72.000 € TTC). Le montant des deux prestations s'élève à ce jour à 60.441 € HT (75.529 € TTC).

Une décision modificative doit donc être prise pour virer 35.000 € de l'opération 317 - « Travaux de voirie divers » à l'opération 416 « Réseau pluvial » soit :

317-2151-822-Travaux sur réseaux de voirie village..... -35.000 €

416-2031-831-Frais d'études sur Réseau Pluvial..... +35.000 €

M. LANGE : « J'ai assisté à la réunion avec ACRI HE lors de laquelle l'état des lieux du réseau pluvial sur la Commune a été présenté, mais où en est cette étude à l'heure d'aujourd'hui ? Nous savons qu'il faut qu'elle soit menée en parallèle avec le PLU pour ne pas retarder celui-ci. »

M. SAULNIER : « Un complément d'études a été demandé suite aux remarques faites par les uns et les autres. Des plans topographiques ont été commandés pour permettre un travail plus précis du bureau d'études. »

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances et de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention pour la réduction de la participation au Département pour les transports scolaires : Mme PASQUET,

**APPROUVE** la décision modificative n° 2 proposée pour le Budget Communal 2016.

3-2 - Commission d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) de la Communauté de Communes du Comté de Provence - Présentation du rapport d'évaluation de nouveaux transferts de charges pour adoption

Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2001 portant création de la Communauté de Communes du Comté de Provence et ses statuts modifiés le 31 mars 2014, notamment ses compétences en matière sociale et culturelle ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté du Comté de Provence du 12 janvier 2004 instituant la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) au sein de la Communauté de Communes ;

Vu la délibération n° 2015 - 122 du Conseil de Communauté du 12 octobre 2015 désignant les membres de la C.L.E.C.T. ;

Vu le Code Général des Impôts et notamment l'article 1609 nonies C ;

Considérant le rapport ci-annexé établi par la CLECT lors des séances du 9 février et du 17 mars 2016 notifié aux communes membres par courrier du 1<sup>er</sup> juin 2016, et relatif à l'évaluation des transferts de charges suivants :

- En matière sociale : l'accueil de jour Alzheimer de Brignoles ;
- En matière culturelle : le Centre d'Art de Châteauvert, le Musée et Centre d'Art des Comtes de Provence de Brignoles- le Bâtiment des Ursulines de Brignoles ;
- En matière de voirie communautaire : le chemin de ceinture de Tourves - la route de Correns à Montfort.
- En matière de mutualisation : le point d'accès au droit (PAD).

Considérant que l'évaluation des charges transférées conduit à la réduction de l'attribution de compensation des communes de Brignoles, Châteauvert, Correns, Montfort et Tourves ;

Considérant qu'il appartient aux Conseils Municipaux d'approuver le rapport de la CLECT dans les conditions de majorité requise à l'article L5211-5 du Code Général des Collectivités territoriales, à savoir 2/3 au moins des Conseils Municipaux représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ou la moitié des Conseils Municipaux représentant les deux tiers de la population.

Considérant qu'à l'issue de ces votes, le Conseil Communautaire actera les montants définitifs des attributions de compensation pour 2016;



M. KINET : « Avant de voter, je me demandais si on ne pouvait pas profiter de ce transfert pour transférer nous-aussi des bâtiments tels que l'école de musique par exemple qui est assujettie à une convention et dont l'occupation découle du transfert de compétence à la C.C.C.P. Cela soulagerait notre budget de fonctionnement y compris au niveau de l'accessibilité. Si nous ne profitons pas de ce transfert aujourd'hui nous n'aurons plus de poids pour le faire plus tard. Nous pourrions aussi transférer nos musées. »

M. SAULNIER : « Si nous voulons transférer le bâtiment abritant l'EIMAD, il faut faire une étude par étage car il y a plusieurs associations qui occupent les lieux. Il faut le dissocier niveau par niveau. Par contre, je vous propose, M. KINET, de faire une étude sur les bâtiments pouvant être concernés par ce transfert et je la présenterai moi-même, en tant que Président de la Commission d'Evaluation des Charges Transférées, au bureau de la C.C.C.P. pour avis si tout le Conseil Municipal est d'accord, bien entendu. Mais ne mélangeons pas les dossiers ; nous devons nous prononcer ce soir sur le transfert de bâtiments d'autres Communes à la C.C.C.P. Nous devons vérifier que le mode de gestion suite à ce transfert nous conviendra pour nos bâtiments. Il y a également le transfert de la voirie intra-communautaire. Nous n'avons pas de chemin concerné sur LE VAL. »

M. LANGE : « Mais nous avons un chemin intra-communautaire ! »

M. GIRAUD : « Si, contrairement à M. KINET, je ne conçois pas de transférer le bâtiment de l'école de musique à la C.C.C.P. vu l'état actuel du bâtiment, je pense qu'on peut regretter qu'on mette dans le giron intercommunal le bâtiment des Ursulines vu l'état dans lequel il se trouve. Je veux bien qu'on transfère un bâtiment quand il a été rénové mais pas quand il est dans un état de délabrement avancé. »

M. SAULNIER : « Je vais vous expliquer la raison pour laquelle ce bâtiment a été inscrit sur cette liste. Une petite partie était occupée par l'EIMAD mais cette école de musique œuvre dans d'autres locaux disséminés sur toute la commune brignolaise pour lesquels la C.C.C.P. paient des loyers. Le projet de regrouper l'EIMAD dans le bâtiment des Ursulines comptant 1.400 m<sup>2</sup>. Une étude de faisabilité a été menée en ce sens mais pour entreprendre les travaux la C.C.C.P. devait devenir propriétaire du bâtiment. »

M. KINET : « Mais le transfert de bâtiment n'entraîne pas transfert de propriété, c'est un simple transfert de charges le temps que la C.C.C.P. l'utilise. Le transfert peut être limité par exemple à trois salles sur 4. L'avantage est que la charge d'investissement pour les travaux de réfection des locaux incombe à la C.C.C.P. après le transfert. Donc, contrairement à ce qu'avance M. Xavier GIRAUD, ce serait intéressant pour la Commune de transférer la partie de l'immeuble CATERNET affecté à l'EIMAD, autant pour les travaux de réfection que pour ceux relevant de la mise en accessibilité. »

M. SAULNIER : « Si nous devons transférer cette partie du bâtiment, il faudrait lancer une étude de faisabilité sur les 70 m<sup>2</sup> de l'étage. Je ne pense pas que le Conseil d'Administration de la C.C.C.P. approuve ce transfert vu le peu d'intérêt pour l'intercommunalité. »

M. COEURDEUIL : « Je m'interroge sur le coût des travaux de mise en conformité des Ursulines. Tout le monde sait que ce dossier a 30 ou 40 ans. A partir du moment où le bâtiment sera transféré, le coût des travaux incomberont à l'intercommunalité. Cela fait des décennies que la Commune de Brignoles a, en parlant poliment, ce « bâton merdeux » entre les mains ; les maires successifs ont réfléchi à ce problème et ont renoncé à entreprendre une réfection quelconque vu le coût excessif des travaux. Pas question de le raser car faisant partie du patrimoine, faire tomber l'intérieur en ne conservant que les façades, refaire les planchers, prévoir la mise en conformité « accessibilité » etc..., tout cela vaut une fortune, deux fois plus cher que de construire un bâtiment neuf. Alors ils ont trouvé la solution : le transfert, et ainsi la dépense sera supportée par l'intercommunalité !!!!! »



M. GAUTIER : « Mais c'est ça l'intercommunalité ! Quand on a demandé 10.000 € pour chacune des deux fontaines du VAL, c'est aussi pris sur les autres Communes. Le principe est identique même si, évidemment, il y a une différence entre 10.000 € et 10 millions d'euro. »

M. SAULNIER : « Vous vous souvenez que la C.C.C.P. va construire à ses frais une crèche intercommunale sur LE VAL pour un montant d'environ 1.600.000 €. Tout le monde sera alors satisfait. Le montage est le même pourtant ! Je précise d'autre part que personnellement j'avais proposé de raser le bâtiment des Ursulines mais l'étude de faisabilité a démontré qu'on pouvait intervenir autrement en le rénovant de l'intérieur et en conservant les façades. »

Mme INGRASSIA : « Je voulais apporter une précision suite à l'intervention de M. KINET car certes l'EIMAD (Ecole Intercommunale de Musique, d'Art et de Danse) dépend de l'intercommunalité mais elle accueille des centaines d'enfants valais et des adultes. Il faut donc prendre cela en compte. »

M. KINET : « Mais cela ne répond pas à la question que j'ai posée quant à savoir pourquoi l'étage affecté à l'EIMAD n'est pas transféré à la C.C.C.P.. Pourquoi ne prenons-nous pas une délibération demandant le transfert de ces locaux abritant des activités ne dépendant pas plus de la compétence communale. »

Mme INGRASSIA : « Je pense que M. le Maire a pourtant répondu à votre question. Avez-vous visité récemment ces locaux ? Vous êtes-vous rendu compte de leur surface ? Beaucoup d'associations utilisent les locaux attenants. »

M. KINET : « Vu la convention de mise à disposition des locaux à l'EIMAD aucune autre association ne les utilisent. »

Mme INGRASSIA : « C'est faux, il y a des exceptions à cette règle ! ».

M. GIRAUD : « Pour répondre à Mme INGRASSIA, vu que dans le premier rapport sur la mise en accessibilité des locaux, il était indiqué que la C.C.C.P. prenait en charge les travaux pour l'ensemble du bâtiment, alors qu'aujourd'hui on affirme que l'EIMAD n'occupe qu'une petite partie de celui-ci, il faudra revoir le plan d'actions de l'Ad'AP communal. »

M. LANGE : « Je voudrais revenir sur les chemins intra communautaires (ceinture de TOURVES et chemin de Correns à Montfort), nous aussi nous avons celui des Plaines de Terruby qui passe devant la déchetterie ! »

M. SAULNIER : « En commission de la C.L.E.C.T. je n'ai retrouvé que ces deux chemins et rien sur LE VAL ! Alors faites moi remonter les informations que vous avez et je les transmettrai. »

M. LANGE : « Il y a quelques années, la C.C.C.P. a pris en charge la réfection du bicouche sur ce chemin, c'est bien la preuve qu'il est transféré. Qui doit prendre en charge les travaux de réfection de ce chemin ? Récemment M. CULINATI a envoyé les services techniques pour boucher les ornières.... »

M. CULINATI : « Il s'agissait d'une opération menée par 4 communes BRIGNOLES, LE VAL, MONTFORT et CARCES pour dépolluer le site. »

M. LANGE : « Ce n'est pas de cela dont je parle mais du rebouchage des ornières. »

M. CULINATI : « Effectivement, il y avait quelques trous qui ont été bouchés par les services techniques valais. »

M. LANGE : « Vu que la C.C.C.P. n'a pas de moyens humains pour réaliser les travaux d'entretien, elle ne prendra en charge que les gros travaux par le biais d'entreprises. Alors qui prendra à son compte les petits travaux d'entretien tels que de reboucher les ornières par exemple ? Les Communes ? »



## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

### DECIDE :

- d'approuver le rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges ;
- d'approuver le montant des charges transférées par Commune comme indiqué dans le tableau ci-après :

COMMUNES	ATTRIBUTION DE COMPENSATION AU 31/12/2014	EVALUATION DES CARGES TRANSFEREES					TOTAL DES CHARGES TRANSFEREES	ATTRIBUTION DE COMPENSATION 2016
		MUSEE ET CENTRE D'ART	ACCUEIL DE JOUR ALZHEIMER	POINT D'ACCES AU DROIT	BÂTIMENTS DES URSULINES	VOIRIES COMMUNAU TAIRES		
BRIGNOLES	5 537 300 €	-157 701 €	-22 772 €	-10 399 €	-77 862 €		-268 734 €	5 268 566 €
CAMPS	-33 760 €						0 €	0 €
CARCES	290 337 €						0 €	290 337 €
CHATEAUVERT	3 763 €	-24 931 €					-24 931 €	0 €
CORRENS	30 605 €					-8 089 €	-8 089 €	22 516 €
COTIGNAC	127 959 €						0 €	127 959 €
ENTRECASTEAUX	1 492 €						0 €	1 492 €
LA CELLE	18 681 €						0 €	18 681 €
LE VAL	217 364 €						0 €	217 364 €
MONTFORT	27 651 €					-4 108 €	-4 108 €	23 543 €
TOURVES	184 333 €					-1 613 €	-1 613 €	182 720 €
VINS	213 920 €						0 €	213 920 €
TOTAL	6 619 645 €	-182 632 €	-22 772 €	-10 399 €	-77 862 €	-13 810 €	-307 475 €	6 367 098 €

### 3-3 - Convention d'organisation et de financement des transports scolaires avec le Département - Avenant n° 1

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires.

Mme PASQUET informe le Conseil Municipal que le Conseil Départemental a modifié le règlement départemental des transports pour revoir les modalités de paiement des participations familiales par les communes. Elle explique dans le détail cette modification et donne lecture de l'avenant n° 1 à la convention signée avec le Département.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à signer ledit avenant n° 1.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**ACCEPTE** les termes de l'avenant n° 1 à la convention signée avec le Département pour l'organisation et le financement des transports,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit avenant n° 1.

3-4 - Transport scolaire vers la piscine AQUAVABRE de Brignoles (prise en charge du coût 2016/2017)

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Communauté de Communes du Comté de Provence a dressé, en collaboration avec l'Inspection Académique, un planning de mise à disposition des scolaires de chaque commune membre de la C.C.C.P., de la piscine intercommunale « AQUAVABRE » située sur Brignoles

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires qui précise les créneaux horaires et les classes concernées (Grande section de maternelle, CE1 et CM1), soit un total de 110 enfants concernés.

Mme PASQUET indique que, la C.C.C.P. n'ayant pu mettre en place un service de transport intercommunal, chaque commune devra l'organiser et le prendre en charge financièrement. Une première estimation a été établie et il s'avère que pour 5 trajets par semaine le coût serait de 5.000 € (100 € pour un aller-retour/5 rotations par semaine/10 semaines couvertes).

Mme PASQUET précise que cette dépense a été prévue, par anticipation, au budget communal 2016 mais qu'elle va solliciter l'autorisation de l'Inspection Académique afin de pouvoir réunir tous les enfants de Grande Section de Maternelle (32) pour économiser un trajet.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur le principe de la prise en charge financière du transport nécessaire pour accompagner les élèves valais à la piscine « AQUAVABRE ».

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Annette PASQUET,  
Considérant l'intérêt certain pour les enfants d'avoir accès à la piscine intercommunale « AQUAVABRE »

Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**ACCEPTE** de prendre en charge l'organisation du transport scolaire nécessaire et son financement.

**PRECISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal 2016 (chapitre 011).

## **4 - Personnel communal**

### **4-1 - Mise à jour de la délibération sur le régime indemnitaire du personnel communal**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le régime indemnitaire du personnel communal doit être complété par deux indemnités non prévues dans la délibération du 21/02/1992 (modifiée le 9/11/1993 puis le 25/06/2004) qui l'a instauré. En effet, deux agents relèvent aujourd'hui du grade de Technicien et peuvent donc percevoir l'indemnité spécifique de service (I.S.S.) et la prime de service et de rendement (P.S.R.).

Il propose en conséquence à l'assemblée délibérante d'instaurer ces deux indemnités à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 6 janvier 1984,

Vu le décret n° 2003-799 du 25 août 2003 relatif à l'indemnité spécifique de service allouée aux ingénieurs des ponts et chaussées et aux fonctionnaires des corps techniques de l'équipement,

Vu l'arrêté du 25 août 2003 fixant les modalités d'application du décret n° 2003-799 relatif à l'indemnité spécifique de service allouée aux ingénieurs des ponts et chaussées et aux fonctionnaires des corps techniques de l'équipement,

Vu le décret n° 2009-1558 du 15 décembre 2009 relatif à la prime de service et de rendement allouée à certains fonctionnaires relevant du Ministère de l'Ecologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat,

Vu l'arrêté du 15 décembre 2009 fixant les montants des primes de service et de rendement allouées à certains fonctionnaires relevant du Ministère de l'Ecologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat,

Considérant que conformément à l'article 2 du décret n° 91-875 du 6 septembre 1991, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer dans les limites prévues par les textes la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen annuel de la prime de service et de rendement applicables à chaque grade,

Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**DECIDE** d'instaurer, selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat, l'indemnité spécifique de services (ISS) et la prime de service et de rendement (PSR) pour les agents relevant du grade de Technicien Territorial ayant leurs fonctions aux services techniques (responsable des services techniques et responsable du service des marchés publics)

**PRECISE** que ces primes sont encadrées par les modalités de versement suivantes :

Nature de la prime	Taux de base en €	Coefficient pour le grade	Taux moyen annuel en €	Coefficient de modulation individuelle maximum	
				minimum	maximum
I.S.S.	361,90	12	4.342,80	0,9	1,10

Nature de la prime	Taux annuel de base en €	Montant individuel maximum en €
P.S.R.	1010	2020

**INDIQUE** que, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur :

1 - le montant individuel de l'I.S.S. variera d'une part selon la qualité du service rendu et d'autre part en fonction des critères d'attribution fixés ci-dessous

- La manière de servir de l'agent appréciée notamment au vu de l'évaluation annuelle
- Le niveau de responsabilité
- L'animation d'une équipe
- La modulation compte-tenu des missions différentes confiées
- La charge de travail
- La disponibilité de l'agent

2 - le montant individuel de la P.S.R. tiendra compte non seulement des responsabilités, du niveau d'expertise et des sujétions spéciales liées à l'emploi occupé et de la qualité des services rendus et d'autre part en fonction des mêmes critères d'attribution que ceux fixés pour l'I.S.S.

**PRECISE** que l'I.S.S. et la P.S.R. seront versées selon une périodicité mensuelle.

-----

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le régime indemnitaire du personnel communal doit être mis à jour pour les cadres d'emplois bénéficiaires non prévus dans la délibération du 21/02/1992 (modifiée le 9/11/1993 puis le 25/06/2004) qui l'a instauré.

Certains cadres d'emplois n'existant pas ces années-là et ayant droit aux primes mises en place alors, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de compléter les critères d'attribution comme suit :



DELIBERATIONS JUSQU'EN 2004	
Primes	Cadres d'emplois bénéficiaires
IFTS	Attachés
IHTS	Agents de maîtrise / Adjoints Techniques et Administratifs et PM
IAT	
IEM	

MISE A JOUR DU REGIME INDEMNITAIRE	
Primes	Cadres d'emplois bénéficiaires à ajouter
IHTS	Rédacteurs
IAT	Adjoints du Patrimoine, d'Animation et ATSEM
IEM	Rédacteurs-Adjoints d'Animation et ATSEM

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,  
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,  
Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 6 janvier 1984,  
Vu le Décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 fixant le nouveau régime indemnitaire des Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS),  
Vu le Décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité,  
Vu le Décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 fixant le régime indemnitaire des Indemnités Forfaitaires pour Travaux Supplémentaires (IFTS),  
Vu l'Arrêté interministériel (finances et fonction publique) du 14 janvier 2002 fixant les montants de référence de l'indemnité d'administration et de technicité.  
Vu le Décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997 portant création d'une indemnité d'exercice de missions des préfectures,  
Vu l'Arrêté ministériel du 24 décembre 2012 fixant les montants de référence de l'indemnité d'exercice de missions des préfectures,

Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**DECIDE** de modifier le tableau des grades bénéficiaires des primes allouées aux agents communaux au titre du régime indemnitaire comme proposé par Monsieur le Maire, soit :

Primes	Cadres d'emplois bénéficiaires
IHTS	Agents de maîtrise / Adjoints Techniques et Administratifs - Police et Rédacteurs
IFTS	Attachés - Rédacteurs
IAT	Agents de maîtrise / Adjoints Techniques, Administratifs, du Patrimoine, d'Animation et ATSEM et Police
IEM	Agents de maîtrise / Adjoints Techniques et Administratifs - Police - Rédacteurs-Adjoints d'Animation et ATSEM

**INDIQUE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal (chapitre 012).

**PRECISE** que les autres prescriptions des délibérations des 21/02/1992, 9/11/1993 et 25/06/2004 demeurent sans changement.

Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre des dispositions de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et du décret n° 86-552 du 14 mars 1986, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var a informé la Commune du VAL par courrier du lancement de la procédure lui permettant de souscrire pour son compte un contrat d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut des agents.

Monsieur le Maire expose que le Centre de Gestion a par la suite communiqué à la commune du VAL les résultats de la consultation.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26,

Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux,

Vu la délibération n° 2015/192 du 21/10/2015 de la commune du VAL relative au rattachement à la procédure de renégociation du contrat groupe d'assurance statutaire du Centre de Gestion de la FPT du Var

**DECIDE** d'accepter la proposition suivante :

**SOFAXIS courtier, gestionnaire du contrat groupe et ALLIANZ-Vie assureur**

**Durée du contrat** : quatre ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016

**Régime du contrat** : capitalisation

**Préavis** : adhésion résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis.

L'assiette de cotisation est constituée du traitement indiciaire brut soumis à retenue pour pension des agents titulaires et stagiaires affiliés à la CNRACL.

Les événements assurés sont le décès, l'accident de service et la maladie imputable au service (y compris le mi-temps thérapeutique), la maladie de longue durée et la longue maladie (y compris le temps partiel thérapeutique et la disponibilité d'office), la maternité, l'adoption et la paternité.

La formule de franchise et le taux de cotisation retenus sont tous les risques sans franchise sauf franchise de 10 jours fermes par arrêt en maladie ordinaire : 6,94 %

**AUTORISE** Monsieur le Maire à :

- adhérer au présent contrat groupe d'assurance statutaire couvrant les risques financiers liés aux agents fonctionnaires souscrit par le CDG 83 pour le compte des collectivités et établissements du Var

- à signer la convention en résultant et tout acte y afférent.

## 5 - Administration générale

### 5-1 - Rapport annuel du délégataire des services publics de l'eau potable et de l'assainissement (2015)

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, conformément aux dispositions de la Loi BARNIER n° 95-101 du 2 février 1995, dont les modalités d'application sont précisées par le décret n° 95.635 du 6 mai 1995, il se doit de lui présenter un rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'eau et d'assainissement pour l'année précédente, soit 2015.

Monsieur le Maire donne la parole à M. Christian DEBAQUE qui donne lecture à l'assemblée délibérante des rapports complets établis par la Société Fermière « S.E.E.R.C.-Eaux de Provence », délégataire des services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif, qui contiennent tous les éléments nécessaires à cette présentation.

M. KINET : « En lisant le rapport sur l'assainissement, j'ai relevé que des travaux ont été réalisés sur la pompe de relevage et sur la station d'épuration mais aucune intervention n'est indiquée sur l'entretien des canalisations. Pour quelles raisons ? »

M. DEBAQUE : « Vous n'avez pas lu le rapport jusqu'à la fin alors M. KINET ! La SEERC assure une surveillance du réseau en continu. »

M. SAULNIER : « Si le réseau est bon lors de la surveillance, il est inutile de changer les canalisations ! ».

M. KINET : « Il n'y a pas non plus dans ce rapport les résultats du passage de la caméra, ni le diagnostic du constat réalisé. Je pense qu'on devrait s'abstenir de voter car ce document est beau mais ce n'est qu'une esbroufe. En fait le réseau est vétuste et rien n'est entrepris pour l'améliorer. Devant chez moi, cela fuit toujours. Quand sont prévus les travaux ? »

M. DEBAQUE : « On envisagera de faire des travaux quand on aura les moyens financiers et qu'on votera le budget pour. »

M. KINET : « Mais on a de l'argent sur le budget de l'assainissement et les crédits ont été votés en 2016 pour cette réfection de réseau (avenue Jean Moulin) ! A partir de ce rapport, je suis incapable de savoir si par exemple l'avenue Jean Moulin a un réseau en bon état, ou bien vétuste et défectueux....alors que la SEERC est sensé avoir fait un diagnostic l'an dernier ! »

M. DEBAQUE : Le réseau est vétuste sur l'avenue Jean Moulin, il ne faut pas le nier. On envisage de le refaire lors de la réfection de la chaussée. »

M. SAULNIER : « Les travaux prévus pour la chaussée et les trottoirs de l'avenue Jean Moulin ont été reportés (et non annulés) après qu'on ait constaté la vétusté des réseaux souterrains et la nécessité de les remplacer. »

M. KINET : « On constate qu'il y a des domaines sur lesquels ils n'interviennent pas (remplacement d'un regard, d'une section de canalisation, etc...) alors qu'ils disent dans le rapport qu'ils ont l'obligation d'intervenir dans ces domaines-là et ce depuis trois ans voir plus.... ».

M. FOURNEL : « On n'approuve pas les rapports, on en prend acte seulement. »



## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**PREND ACTE** de la présentation par Monsieur le Maire du rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'eau et d'assainissement collectif remis par le délégataire desdits services (SEERC-EAUX DE PROVENCE) pour l'année 2015.

**INDIQUE** que ce document sera tenu en Mairie à la disposition des usagers pendant trois mois à compter de l'affichage de la présente délibération

5-2 - Remplacement des deux membres démissionnaires de la Commission d'Appel d'Offres
---

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 24 avril 2014, les membres de la Commission d'Appel d'Offres ont été élus.

Cette commission est donc composée de :

- Membres titulaires :

MM. Pierre VERDON - Gaby LANGE - Christian DEBAQUE - Yves COEURDEUIL et Mme Brigitte BOSSUGE

- Membres suppléants :

MM. Jean CULINATI et André NAL

Mmes Julie BREBAN - Florence VOLANTE et Isabelle BOULE AMPHOUX

Mme Florence VOLANTE ayant démissionné du Conseil Municipal et M. Gaby LANGE ayant démissionné de la Commission d'Appel d'Offres, le Conseil Municipal doit donc désigner leurs remplaçants en tenant compte de l'appartenance au groupe majoritaire de ces deux élus.

Monsieur le Maire demande quels sont les candidats à cette nomination.

M. COLLAINÉ Olivier

Mme GAQUIERE Ingrid

se portent candidats.

M. KINET : « Lorsque M. COLLAINÉ a été nommé Conseiller Municipal, il s'est engagé à ne pas être membre de certaines commissions vu sa profession d'architecte. »

M. SAULNIER : « C'est uniquement pour la commission d'urbanisme et le COPIL PLU. »

M. KINET : « Pour la commission d'appel d'offres cela semble gênant s'il est candidat à une consultation. »

M. COLLAINÉ : « Mais je ne peux pas candidater puisque je suis Conseiller Municipal !

M. KINET : « Si on demande des études pour les réseaux sur le terrain JAPEL il y aura un problème car M. COLLAINÉ est lié à ce projet. »

M. COLLAINÉ : « Je ne pourrais pas être juge et partie ! »

M. COEURDEUIL : « Cela n'a rien à voir : la commission d'appel d'offres se prononce sur la conformité des dossiers et la validité des offres ainsi que sur le montant, peu importe la destination. Cela n'a rien à voir avec l'activité. »

M. SAULNIER : « M. COEURDEUIL vous faites partie de la commission et êtes toujours en activité ? Cela n'est pas interdit. »

M. COEURDEUIL : « Non je ne suis plus en activité. »

M. SAULNIER : « De toute manière, rien n'empêche un Conseiller de travailler pour le privé. »



## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**DESIGNE** M. COLLAINÉ Olivier en qualité de membre titulaire et Mme GAQUIERE Ingrid en qualité de membre suppléant.

5-3 - Election de la Commission de délégation de services publics (dite « commission SAPIN »)

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 1411-5, D 1411-3, D 1411-4 et D 1411-5,

Considérant que la loi du 29 janvier 1993 dite « Loi Sapin » impose un encadrement très strict des conditions de négociation ou de renégociation des contrats de délégation de service public, en précisant notamment qu'une commission doit être instituée au sein de chaque collectivité et établissements publics locaux pour exercer les compétences qui leur sont dévolues en matière de passation de délégations de service public locales (cette Commission intervient dès lors qu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale ou une collectivité territoriale conclut ou renégocie une convention de délégation de service public).

Aux termes de l'article L 1411-5 b du Code Général des Collectivités Territoriales, cette Commission est composée :

- du Maire, Président, membre de droit
- de cinq membres titulaires, élus en son sein par le Conseil Municipal, au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage, ni vote préférentiel

Il est également procédé à l'élection de cinq membres suppléants pour remplacer les cinq membres titulaires, en cas d'empêchement.

Par ailleurs, le comptable de la collectivité ou de l'établissement public et un représentant de la Direction départementale de la Concurrence et des Prix siègent également à la Commission avec voix consultative.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de constituer les listes des membres de la commission pour l'ensemble des délégations de service public et de les lui remettre pour procéder ensuite à l'élection.

**M. COEURDEUIL** : « En quoi consiste exactement cette commission de délégation des services publics ? Je ne suis pas très au fait des arcanes de l'administration communale. »

**M. KINET** : « C'est comme la commission d'appel d'offres mais pour les délégations de services publics tels que le renouvellement des contrats eau et assainissement en cours actuellement. »

**M. COEURDEUIL** : « Il s'agit donc de la suite à réserver à la mission du bureau d'études chargé de proposer un audit et un rapport sur la gestion des réseaux d'eau et d'assainissement. J'en prends acte. »

**La séance est levée temporairement.**

La séance du conseil reprenant, il est déposé deux listes auprès de M. le Maire :

**1ere liste :**

**Titulaires :**

M. CULINATI Jean  
Mme GAQUIERE Ingrid  
M. NAL André  
M. DEBAQUE Christian  
Mme TURINELLI Jacqueline

**Suppléants :**

M. CEMBRANI Romain  
Mme RIHAL Pascale  
Mme BOSSUGE Brigitte  
M. COLLAINÉ Olivier  
Mme MUNIER Denise

**2e liste :**

**Titulaires :**

M. COEURDEUIL Yves

**Suppléants :**

M. PAZ Aymeric,

**DECIDE** de procéder à l'élection des cinq membres titulaires et des cinq membres suppléants de la Commission de délégation de service public, à la représentation proportionnelle au plus fort reste :

**DECIDE** à l'unanimité de ne pas avoir recours au scrutin secret (L 2121-21 du CGCT)

**PROCLAME** élus les membres titulaires de la Commission de délégation de service public suivants :

M. CULINATI Jean  
Mme GAQUIERE Ingrid  
M. NAL André  
M. DEBAQUE Christian  
M. COEURDEUIL Yves

**PROCLAME** élus les membres suppléants de la Commission de délégation de service public suivants :

M. CEMBRANI Romain  
Mme RIHAL Pascale  
Mme BOSSUGE Brigitte  
M. COLLAINÉ Olivier  
M. PAZ Aymeric,

5-4 - Convention de mise à disposition du personnel communal pour le prêt de matériel au Centre d'Art Contemporain de Châteauevert

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Communauté de Communes du Comté de Provence sollicite les Communes membres en vue de la mise à disposition de leur personnel des services techniques pour la livraison de matériel de festivités divers au Centre d'Art Contemporain de Châteauevert.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, pour lecture du projet de convention proposée par la C.C.C.P.

M. KINET : « Qu'avez-vous indiqué dans l'annexe au niveau de l'unité ? »

M. SAULNIER : « C'est une convention de base. Le coût horaire sera étudié par la commission des finances. Il faut savoir que nos manifestations seront prioritaires. D'autres communes ont également été sollicitées. A noter aussi que l'assurance est à la charge de l'organisateur et non de la Commune. »

M. DEBAQUE : « Avant le matériel était prêté ou loué par le Parc Départemental sur FLASSANS, structure qui a fermé ses portes récemment. »

M. FOURNEL : « Cette convention est bien signée uniquement avec le Centre d'Art de Châteauevert ? »

M. SAULNIER : « Oui, elle ne concerne que les manifestations qui sont organisées dans ce Centre. »

M. COEURDEUIL : « Je pense qu'il sera assez simple de calculer le coût horaire pour les frais de personnel mais qu'en est-il pour l'immobilisation, l'entretien et l'utilisation des véhicules ? Il faudra compter au moins deux agents et un camion pour chaque prêt. »

M. SAULNIER : « On prendra le prix au kilomètre du barème des impôts comme le font les entreprises. »

M. GIRAUD : « Il aurait été préférable de commencer les débats avec toutes ces explications plutôt qu'avec la lecture rébarbative de la convention-type. »

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir pris connaissance du projet de convention présenté par la Communauté de Communes du « Comté de Provence » en vue de la mise à disposition des services techniques communaux pour le fonctionnement optimisé de la compétence « Gestion des Musées et Centres d'Art », et notamment le Centre d'Art Contemporain situé sur la Commune de Châteauevert,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**ACCEPTE** les termes de cette convention

**AUTORISE** Monsieur le Maire à la signer.

6 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 17 mai 2016, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations :



N° 10/2016 -02/06/2016- Renouvellement du contrat d'entretien de l'orgue de l'église par M. Yves CABOURDIN, Manufacteur d'orgues à CARCES (2 visites par an)	520 € HT/an
N° 11/2016 - 17/06/2016-Acceptation d'un don de matériel d'éclairage scénique neuf de Mme Jacqueline TURINELLI	1.889,62 € TTC
N° 12/2016 - 14/06/2016-Convention annuelle d'assistance et de conseil juridique - renouvellement - LLC AVOCATS - LA VALETTE	14.400 € HT
N° 13/2016 - 24/06/2016-Mission d'audit et d'assistance à la passation des marchés d'assurance à SOPHIA AUDIT ASSURANCE	2.500 € HT
N° 14/2016 - 24/06/2016-Mission AMO pour la sortie du contrat de DSP eau et assainissement et un accompagnement pour une nouvelle procédure - HYDREAUX CONSULT - ST ZACHARIE	10.170,80 € HT
N° 15/2016 - 24/06/2016-Attribution MAPA FS 01/2016 MOE pour les études de réhabilitation du groupe scolaire du Bicentenaire - Cabinet ARCH - BRIGNOLES	64.234 € HT Tranche ferme 14.234 € tranche conditionnelle 49.000 €)
N° 16/2016 - 27/06/2016-Attribution MAPA TV 01/2016 Fourniture et installation d'une cabine de toilette publique autonettoyante (normée PMR) - Sté SAGELEC - ANCENIS	24.500 € HT

Monsieur le Maire indique d'autre part que 18 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 17 mai 2016 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption. Il précise que la Commission d'Urbanisme a traité les dossiers d'urbanisme et les D.I.A. lors de deux réunions en Mairie.

Mme PASQUET : « La mission pour les études de la réhabilitation des écoles s'élève donc à 64.000 € environ HT ? »

M. SAULNIER : « Il est prévu une tranche ferme de 14.234 € HT pour la pré-étude. Toutes les étapes de cette réhabilitation seront déclinées afin que nous fassions un choix dans les travaux à entreprendre avec une priorisation, et 49.000 € HT de tranche conditionnelle que nous prendrons en partie ou en totalité. Ce sera décidé dans un deuxième temps après examen de la pré-étude. Le volet budgétaire sera également à prendre en considération. Cette mission de maîtrise d'œuvre nous permet d'ores et déjà de monter les dossiers de demandes de subventions. »

M. LANGE : « Ne pourrait-on pas être destinataire de la liste des décisions que vous prenez dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal, en même temps que la note de synthèse préparant la réunion ? »

M. SAULNIER : « Cette liste évoluant tous les jours ou presque, celle jointe à la convocation pour la réunion serait de toute façon incomplète. Nous allons voir comment répondre au mieux à votre demande. »

M. LANGE : « Par exemple quand vous parlez de matériel d'éclairage scénique pour 1.800 € HT, de quoi s'agit-il ? »

Mme TURINELLI : « C'est un don de matériel de ma part pour l'éclairage scénique du jardin théâtre avec portique, spots et tablette numérique. »

Mme BREBAN : « C'est un don de matériel mais la mairie va devoir assumer les frais d'entretien par la suite. »

Mme TURINELLI : « Il s'agit de matériel neuf garantie deux ans, les frais ne seront donc pas très conséquents dans les mois à venir, à priori ! »

M. SAULNIER : « J'ai pris la décision d'accepter ce don. Si vous voulez le refuser, il faut le dire ! »

Mme BREBAN : « Non, c'est bon. »



## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**PREND ACTE** des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 26 avril 2016, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

### 7 - Questions écrites

NEANT

### 8 - Questions orales

Mme PASQUET : « Comme vous devez le savoir, nous avons de nouveaux habitants sur LE VAL, au chemin du Pont Rouge, depuis dimanche dernier. Des gens du voyage se sont installés sur un terrain privé, se sont raccordés sur la borne incendie, ont dégradé le poteau électrique pour se brancher à l'électricité. »

Mme DONADEY : « La solution est très simple : il faut faire un référé devant le Président du Tribunal de Grande Instance par l'intermédiaire de notre avocat. »

Mme PASQUET : « Dès leur arrivée, nous avons, avec Mme REES, contacté M. le Maire qui s'est déplacé avec la Gendarmerie. Des caravanes étant déjà installées, la Gendarmerie n'a pas pu les faire partir. La recherche du propriétaire du terrain va être entreprise. »

Mme DONADEY : « Il faut dès demain contacter notre Avocat. »

Mme PASQUET : « J'ai contacté l'aire d'accueil de Brignoles qui avait 30 places libres car ils ont l'intention de rester une semaine. »

M. FOURNEL : « J'ai vu le responsable de ce groupe qui s'est engagé devant la Police Municipale à partir dans une semaine. Ils ne veulent pas aller sur l'aire d'accueil de Brignoles car préfèrent les terrains herbeux au bitume. »

M. SAULNIER : « Je me suis en effet rendu sur place avec la Gendarmerie dimanche matin. On est impuissant devant ce cas de figure. Le propriétaire est venu ce matin se rendre compte. Il ne peut qu'aller déposer plainte en Gendarmerie ou bien encore déposer un référé devant le Tribunal. Quant au raccordement sauvage à l'électricité, ERDF nous a conseillé de demander la pose d'un compteur provisoire. J'ai décidé de ne pas faire installer ce compteur afin de ne pas engager la responsabilité de la Commune sur ce branchement. ERDF ferme les yeux devant ces raccordements sauvages. L'autre problème c'est le raccordement à l'eau par branchement sur la borne incendie. Par l'intermédiaire de M. Xavier GIRAUD, le SDIS a été informé. Nous avons pris la décision également de mettre à leur disposition deux containers à déchets en espérant qu'ils laissent les lieux propres. »

Nous espérons que le groupe quitte le territoire après une semaine. Je vais voir d'autre part avec la Communauté de Communes, qui a créé l'aire d'accueil conformément à la réglementation, pour savoir comment se défendre devant ce type de situation. Quant au référé, la Commune ne peut pas y recourir dans le cas présent puisque le terrain n'est pas communal. Le coût du référé est de 10.000 €. La décision du Tribunal n'intervient pas avant 8 jours et ils le savent et partent avant. »



Mme DONADEY : « Exactement, c'est le prix qui rebute les propriétaires, ce sont les honoraires de l'Avocat mais je ne suis pas certaine de ce montant. Par contre c'est bien 8 jours pour le référé. »

M. GIRAUD : « Il faut payer 10.000 € pour avoir la certitude qu'ils quittent les lieux au bout de 8 jours. »

Mme DONADEY : « Est-ce que ces honoraires sont inclus dans la mission de conseil de notre Avocat ? »

M. SAULNIER : « Mais il s'agit d'une affaire privée, la Commune n'a pas à faire intervenir son Avocat ! »

Mme DONADEY : « Effectivement, excusez-moi, ce n'est pas du ressort de la Commune. »

M. GIRAUD : « Si le terrain était communal, on pourrait aller à l'affrontement en coupant l'eau. Là on met en demeure l'EDF de supprimer le branchement sauvage vu le danger représenté et EDF nous répond qu'il faudrait que nous fassions installer un compteur protégé à raison de 80 € par jour ! Il faudrait donc que la Commune paie 800 € pour mettre ces gens-là en sécurité. »

Mme DONADEY : « C'est bien au propriétaire d'agir. »

M. GIRAUD : « C'est bien pour cela que nous avons conseillé au propriétaire de déposer plainte en Gendarmerie. La Commune ne s'engage pas dans cette procédure mais elle ne peut pas cautionner cette situation. »

M. SAULNIER : « J'ai conseillé également au propriétaire de procéder à une protection de l'accès à son terrain par la réalisation d'une tranchée ou autre. En effet, le terrain a maintenant été repéré et d'autres gens du voyage risquent de venir l'occuper de nouveau. »\*

M. GIRAUD : « Il faudra d'autre part que la Commune soit réactive en coupant l'eau immédiatement. Si on le fait dès demain matin, on risque l'affrontement. Il faut que le Conseil Municipal se prononce à ce sujet et prenne conscience des risques encourus et les assume. On pourrait patienter jusqu'à samedi. »

M. FOURNEL : « Je pense que si nous rentrons en conflit, ils risqueront de rester plus longtemps donc attendons effectivement la fin de la semaine. »

-----

M. FOURNEL : Lors d'une récente réunion du Conseil Municipal, nous avons évoqué le rapport du Trésorier de la Commune, M. GOMEZ, qui conseillait aux élus de restaurer impérativement sa Capacité d'Autofinancement (CAF) d'une part pour assurer le remboursement de sa dette mais aussi, d'autre part, permettre le financement de ses investissements futurs, cela passant par une maîtrise de ses charges de fonctionnement. Des réunions de travail notamment de la Commission des Finances n'ayant pas été tenues depuis pour travailler sur ce thème, je voudrais savoir quelles dispositions ont été prises à ce propos ? »

M. SAULNIER : « Nous conseiller de faire attention à la maîtrise de nos finances n'est pas une alerte sur un danger encouru. Je ne vois donc pas où il y aurait un problème. Je peux vous proposer de faire un prévisionnel 2016/2017 afin de voir exactement la situation des projets en cours, leur financement et leur situation dans le temps car certains programmés en 2016 ne pourront pas être réalisés avant la fin de l'année. Tout le Conseil Municipal sera convié à travailler sur ce dossier en collaboration étroite avec la Commission des Finances. »



M. FOURNEL : « En décembre, nous avons délibéré pour l'achat de terrain CHABAS et j'ai constaté dans la délibération quelques anomalies. Je ne veux pas polémiquer mais vous en faire part. Le terrain valait 1.260.000 € et des subventions du Conseil Régional et du Conseil Départemental étaient prévues à concurrence de 150.000 €. Il était également prévu de contracter un prêt de 1.500.000 €, donc un montant dépassant la dépense. Certes on avait précisé ensuite que le surplus serait affecté à d'autres travaux d'investissement comme les bâtiments de services techniques par exemple. Il y a donc là une irrégularité car on ne peut pas demander un emprunt supérieur à la valeur du bien à acquérir sauf si des travaux supplémentaires concernant ce bien et lui seul sont prévus et inclus dans le prix. Autre chose, toujours sans polémiquer : M. GAULET a déposé un recours devant M. le Sous-Préfet quant à la régularité de cette acquisition (notamment sur son montant). Certes il n'y a pas eu à utiliser le droit de préemption de la Commune vu que vous avez négocié directement avec le propriétaire. La question est que le Sous-Préfet répond formellement que l'acquisition a pour but la construction d'établissements publics tels qu'une école, un parking, etc....

M. SAULNIER : « Je vous demanderais de me formuler par écrit vos questions afin que je puisse avoir tous les éléments en ma possession pour vous répondre. Si vous m'aviez fait parvenir votre question avant ce soir, j'aurais pu y travailler et vous répondre. Par projets publics, et non privés, on peut imaginer toutes sortes de constructions publiques. Aujourd'hui, on prévoit la construction d'une crèche intercommunale sur le terrain jouxtant le groupe scolaire. On pourrait imaginer de la transférer sur une partie du terrain CHABAS afin de libérer celui limitrophe à l'école en vue d'une éventuelle extension future. La commission d'urbanisme va être pressentie pour travailler sur les projets à étudier sur le terrain CHABAS afin d'avoir une base d'aménagement. Le Conseil Municipal se prononcera ensuite sur les propositions de la commission ».

M. FOURNEL ayant adressé ses questions à M. le Maire à la suite de cette réunion en voici le texte ainsi que la réponse apportée par M. le Maire :

Comme convenu au dernier C.M et à la demande de Monsieur le Maire, je vous remercie de prendre connaissance de mes remarques concernant mon intervention au sujet du dossier de l'acquisition du terrain Chabas.

Suite à l'approbation de la majorité pour l'acquisition du terrain, je tenais à mettre en exergue des interrogations et remarques pour que cette décision d'acquisition ne soit pas dans le déroulement de la procédure dans l'illégalité.

Les points ci dessous méritent d'être élucidés :

Point 1 :

L'achat du terrain Chabas par prêt bancaire peut se faire uniquement sur la base du prix d'achat qui est de 1.260.000 € et non de 1.500.000 €, à moins de justifier que le supplément des 240.000 € sollicités à la banque, soit utilisé pour ce même achat et/ou en complément : travaux viabilisation, accessibilité, ou autres qui sont à justifier sur des bases réelles. Ce prêt, ou une partie de celui-ci ne peut pas être octroyé pour une autre dépense ou réserve.



**Point 2 :**

Au C.M du mois de février il a été dit qu'une demande de subvention serait faite au conseil départemental ou au conseil régional (à vérifier), pour ces raisons le prêt ne peut pas être demandé à hauteur de 1.500.000€, ainsi le C.M ne sachant pas si l'une des instances territoriales subventionnerait en partie cette acquisition et pour quel montant.

**Point 3:**

Cet achat de terrain a fait l'objet d'un recours pour la raison suivante, c'est que le bien était acheté plus cher que l'estimation faite par les domaines, le service du contrôle et de la légalité de la préfecture a débouté ce recours, du fait, que cette acquisition était faite pour un intérêt public, afin d'y réaliser écoles, parking, ou autres structures publiques, mais aucune de ces infrastructures n'a été délibérée en C.M avant ce recours, de ce fait une délibération doit être présentée dans ce sens suivie d'une seconde délibération concernant la demande du montant réel du prêt, de sa durée, de son taux et de l'identité de l'établissement bancaire.

-----

**Réponse de M. le Maire :**

1°) Le prêt a été obtenu avec pour objet l'acquisition du terrain Chabas mais aussi celle du terrain TAXIL soit pour une dépense totale de 1.260.000 € + 130.000 € = 1.390.000 €. La Caisse d'Epargne n'a pas émis d'objections quand on leur a demandé 1.500.000 € soit 110.000 € de plus pour des travaux d'investissement divers. Ce n'est pas la première fois que la Commune sollicite un prêt avec en objet "Travaux d'investissement divers" et le détail ne nous est pas exigé par les banques. Nous avons arrondi à 1.500.000 € sachant que nos finances allaient être impactées fortement par la Pl Gambetta/Rue Nationale et par d'autres projets. Les 1.500.000 € sont dans la caisse du Trésorier depuis le 2 mai 2016 et attendent que les actes soient signés et enregistrés aux Hypothèques. Nous paierons ensuite les vendeurs. Si nous avons attendu la signature des actes pour demander le déblocage des fonds, nous n'aurions pas pu maintenir le taux de 2.01 %.

2°) Le plan de financement prévisionnel présenté en février et validé par le Conseil était le suivant :

-Subvention du Conseil Départemental - programme 2016.....	150.000 €
- Emprunt.....	1.100.000 €
- Autofinancement communal.....	10.000 €
<u>TOTAL.....</u>	<u>1.260.000 €</u>

L'emprunt pour le terrain Chabas a donc été limité à 1.100.000 € afin de permettre d'obtenir une subvention de 150.000 € du Département (et non pas de la Région). Un autofinancement minimum reste nécessaire (10.000 €).

Le reste de l'emprunt, soit 400.000 € est donc affecté au terrain Taxil (130.000 €) et à des travaux d'investissement divers (270.000 €). L'octroi de la subvention n'était pas certain et nous devions donc prévoir l'emprunt tel qu'envisagé au 1°) ci-dessus et ainsi s'assurer de pouvoir payer le vendeur dans les temps.



3°)

a) pour la nouvelle délibération à prendre sur les infrastructures : c'est négatif car :  
Là encore, les infos sont erronées car par délibération du 15 décembre 2015, il a été exposé par M. le Maire :

EXTRAITS DE LA DELIBERATION :

Considérant la localisation géographique de ce terrain viabilisé de bonne planimétrie et en nature de friche arborée, situé à l'entrée de l'agglomération, limitrophe avec le parking des écoles et l'avenue des Droits de l'Homme menant au groupe scolaire,

Considérant la nécessité de prévoir la construction d'une nouvelle école maternelle et la création de parking, d'espaces verts ainsi qu'éventuellement la construction d'une salle des fêtes, et d'autres équipements publics,

Considérant le classement de cette parcelle en zone 1NA au POS (zone naturelle destinée à une urbanisation future organisée), où toute opération ne peut être envisagée que dans le cadre d'un programme appréhendant la totalité de la zone,

M. le Maire propose au Conseil Municipal cette acquisition de terrain comme réserve foncière.

LE CONSEIL MUNICIPAL

A la majorité :

Considérant que ce terrain est destiné à recevoir l'implantation d'une nouvelle école maternelle et la création de parking, d'espaces verts ainsi qu'éventuellement la construction d'une salle des fêtes, et d'autres équipements publics, et être inscrit dans les réserves foncières de la Commune,

PREND EN CONSIDERATION cette proposition de cession de terrain faite par M. CHABAS Jean-Marie, de la parcelle cadastrée Section B n° 1155 pour une surface de 23.729 m<sup>2</sup> au prix de 1.260.000 €.

DECIDE l'acquisition par la Commune de cette parcelle au prix de 1.260.000 € au titre des réserves foncières.

b) pour la nouvelle délibération à prendre sur :  
"la demande du montant réel du prêt, de sa durée, de son taux et de l'identité de l'établissement bancaire" : c'est négatif car nous avons déjà l'argent dans notre caisse en Trésorerie de Brignoles.....le contrat a été signé et l'argent viré le 2 mai 2016

---



M. COEURDEUIL : « J'ai été saisi d'un problème par une administrée. On aurait pu choisir d'en parler entre quatre yeux mais j'ai fait le choix d'en parler en séance parce que ce problème particulier ouvre une réflexion sur le PLU et la gestion de l'urbanisme. Je vous donne lecture du courrier reçu de cette propriétaire d'une villa située au 2025 de la route de Barjols. Elle sollicite la mise en sécurisation de la sortie de son terrain. Un mur de clôture érigé par son voisin en limite de la route départementale lui empêcherait toute visibilité et elle évoque une mise en danger volontaire d'autrui. Elle indique que l'autorisation d'urbanisme pour la réalisation de ce mur a été donnée par la Mairie et qu'en conséquence celle-ci doit prendre toutes ses responsabilités pour supprimer ce danger. Mme GILARDO, lors de sa demande de permis de construire en 2004, a dû, à la demande de la D.D.E., modifier sa sortie pour cause de dangerosité sous peine de se voir refuser l'autorisation de construire. Elle souligne aussi que la vitesse sur la route de Barjols est de 90 km/h.

Je me suis rendu sur place et je me suis posé la question de savoir comment faire sur un plan juridique pour pallier ce problème : avant il y avait des champs et leur sortie sur la route départementale ne posait pas de problèmes car rien ne gênait la visibilité. Ensuite, un propriétaire construit un mur de 2 mètres de hauteur, en alignement de la route, avec une entrée en retrait sécurisée, mais contre l'entrée de son voisin qui ne peut plus sortir en toute sécurité avec la vitesse autorisée sur la route à 90 km/h. Donc un propriétaire crée un accès sécurisé à son terrain tout en retirant cette sécurité à l'accès voisin existant. Alors comment peut-on, par le biais de la réglementation, répondre à cette problématique ? Doit-on se retourner vers la Direction des Routes en sa qualité de gestionnaire de la voirie départementale et à l'origine de l'autorisation donnée de clôturer ? »

M. SAULNIER : « Effectivement, la Direction des Routes doit être interrogée à ce propos. »

M. GIRAUD : « Nous avons été confrontés à ce même type de problème sur la route de Bras. La Direction des Routes a été contactée par la Mairie afin de limiter la vitesse, sur cette portion de route, à 70 km/h. »

M. COEURDEUIL : « Mon intervention ne vise pas à régler ce problème particulier mais tous les problèmes futurs auxquels nous risquons d'être confrontés. La Direction des Routes délivre des autorisations d'urbanisme avec des clôtures mais nous devons gérer ce problème de sécurité. Quels sont les moyens mis à notre disposition ? Comment peut-on anticiper ? »

M. GIRAUD : « Il existe des « outils » pour cela. Le seul regret est que cette personne-là ne soit pas venue se plaindre en Mairie au moment de la construction de ce mur car on aurait été beaucoup plus efficace et entrer dans la négociation avec le propriétaire érigeant cette clôture. Cela relève d'un problème de voisinage. La Commune a des éléments dès lors qu'il s'agit de la mise en sécurité des lieux et des personnes. »

M. SAULNIER : « Nous devons trouver des solutions avec le Département pour prévoir des règles dans notre PLU afin d'éviter la construction de ces murs de clôture de 2 mètres de haut le long des voies. La préservation de l'environnement et des paysages est mis à mal par cette pratique. Il faut être attentif aux constructions réalisées en bordure de voies pour maintenir un visuel agréable dans nos campagnes mais aussi préserver la sécurité des usagers. Nous pouvons utiliser certains outils lors de notre travail sur le PLU afin d'y parvenir. »

---

Mme INGRASSIA distribue à l'assemblée le programme des festivités de l'été et invite tous les membres du Conseil Municipal à participer à un maximum de manifestations.

---



M. LANGE : « Je m'adresse à M. DEBAQUE à propos des travaux sur la Place Gambetta. J'ai remarqué dernièrement que l'entreprise MINETTO revenait sur les lieux afin de créer un pluvial de 400 au droit de la rue de l'Hôpital. J'ai lu ce matin dans le PV reçu de la dernière réunion de chantier que ceci était un pluvial supplémentaire. Pourquoi est-il supplémentaire ? J'avais demandé à l'époque où j'assistais aux réunions de chantier si ce pluvial, ainsi que celui de la rue de la Paix, étaient prévus car nécessaires et le maître d'œuvre m'avait répondu affirmativement. Alors pourquoi aujourd'hui est-il qualifié de « supplémentaire ». Le DCE n'a pas prévu le pluvial pour ces deux rues. Donc l'entreprise ne l'a pas pris en compte. D'autre part pourquoi le pluvial en attente rue de la Paix est en 160 alors que le réseau reçoit trois fois plus d'eau en amont que la rue de l'Hôpital. Il faut que le diamètre du réseau pluvial soit uniforme en 400. » ?

M. DEBAQUE : « Nous poserons la question demain en réunion de chantier. »

M. LANGE : 'D'autre part, je note avec satisfaction la création d'une surverse en face la fontaine car ce n'était pas prévu à l'origine. »

M. SAULNIER : « C'était logique vu ce qu'on a découvert pendant les travaux car la surprise de l'ouïde était vraiment inattendue. »

M. LANGE : « Dernier point : j'ai fait remarquer à l'entreprise qu'une descente de gouttière a été omise sur la façade de la maison « PENELLA ». Elle ne se voit pas puisque encastree dans le mur. Il faudrait le rappeler demain en réunion de chantier. »

---

M. KINET : « A la lecture du programme des festivités remis à l'instant, je voudrais savoir si les Autocars HALBIG versent une participation à la Mairie. »

Mme INGRASSIA : « Pour quelles raisons devraient-ils verser cette participation ? »

M. KINET : « On leur fait une large publicité par la distribution de ce programme et la publicité est payante. »

---

LA SEANCE EST LEVEE A 21h30.

CE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE DES SON APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.

La Secrétaire de séance,

Patricia INGRASSIA



LE MAIRE,

Bernard SAULNIER

